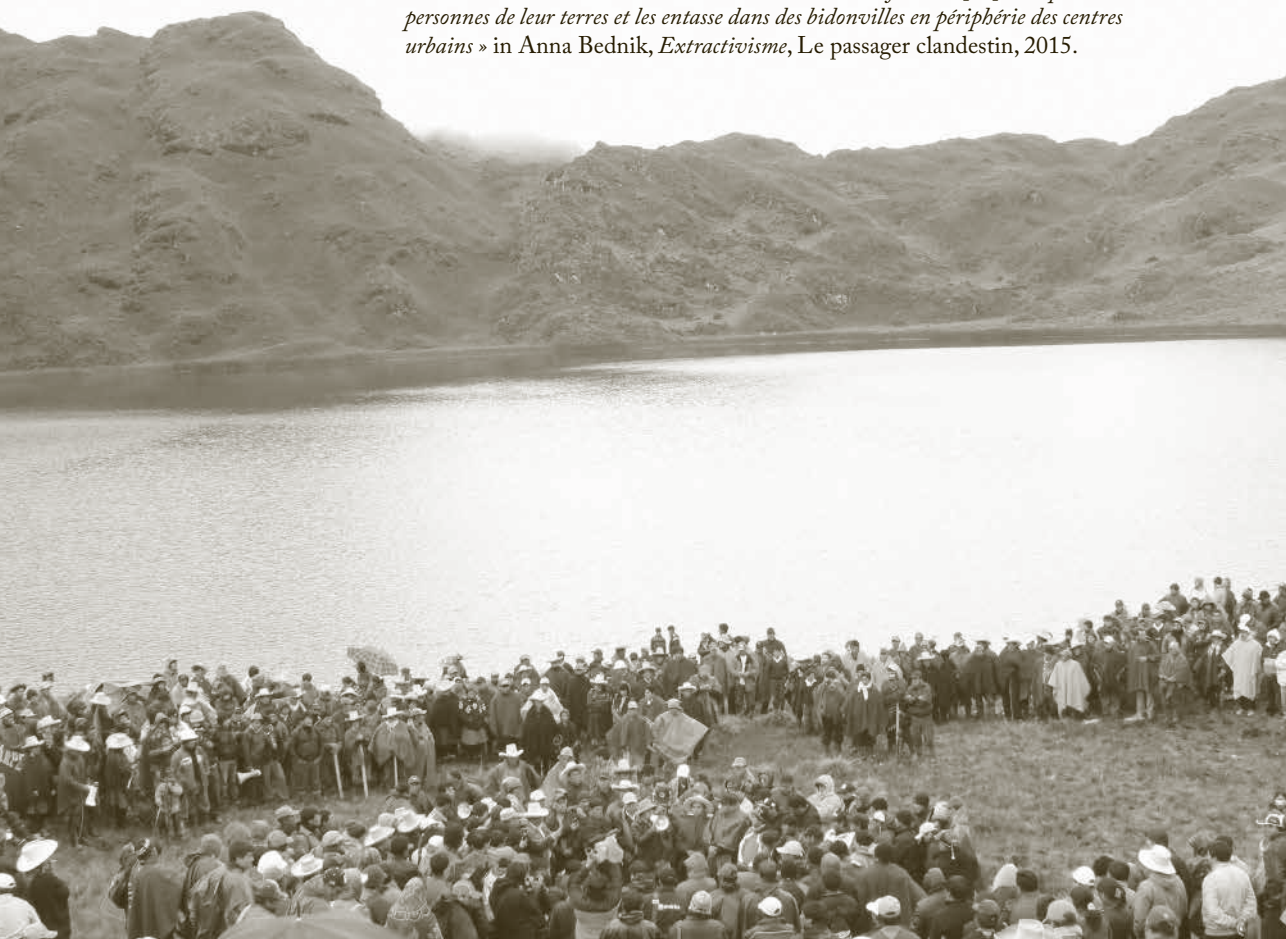


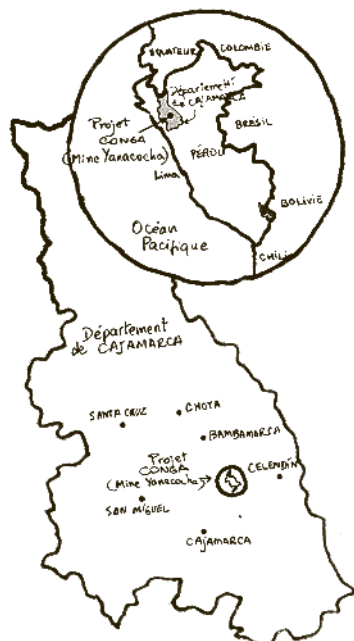
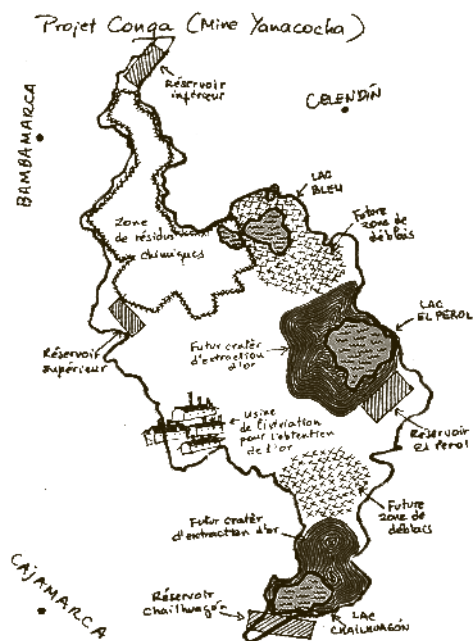
CONGA NO VA !

LUTTE CONTRE UN PROJET D'EXTRACTION MINIÈRE AU PEROU

« L'eau est un trésor qui vaut bien plus que l'or », « Nous ne sommes pas un, nous ne sommes pas deux, nous sommes tout le peuple », « Conga ne se fera pas, ni maintenant ni jamais ». Voici ce que l'on peut entendre lors des actions ou des manifestations contre un projet d'exploitation d'une mine d'or qui prévoit le développement d'activités extractivistes à ciel ouvert sur une surface de 2000 hectares, au Pérou dans le département de Cajamarca. Sancho Panza, passionné de culture andine revient sur cette lutte au travers de recherches qu'il a effectué depuis le vieux continent.

*« Qu'est-ce que l'extractivisme ? C'est un programme pour utiliser la terre et non pour vivre avec elle ; pour extraire ses biens comme matière première à échelle industrielle. Il se fonde sur une prétendue prééminence de l'humain sur le reste de la nature et sur certains humains considérés comme inférieurs [...] Il expulse les personnes de leur terres et les entasse dans des bidonvilles en périphérie des centres urbains » in Anna Bednik, *Extractivisme, Le passager clandestin*, 2015.*





Les zones montagneuses (la *sierra*), regroupent près d'un tiers du pays, essentiellement le long de la cordillère des Andes ; tantôt dominées par une chaîne englacée à plus de 6000m d'altitude, tantôt entaillées par une vallée étroite ou par un bassin plus ample¹. La *sierra* se compose aussi de hauts plateaux et hautes plaines, entre 3500 et 4500 m. Au fil des siècles, l'érosion glaciaire, puis fluviale ou lacustre, a modelé des formes variées de paysages allant de la steppe herbeuse, la *puna*, aux versants des gigantesques vallées et gorges, en passant par les fonds plats d'anciens lacs ou les bassins étagés de fleuves et rivières. Le bassin de Cajamarca, lieu d'élevage bovin, peut donner l'impression d'une île verdoyante au milieu des montagnes pelées. C'est dans ces conditions que la perspective d'une dégradation tant de la flore et de la faune, que

de ce qui fait l'esprit de cette collectivité, a réuni la plus grande partie de la population locale à s'investir dans la lutte contre le projet Conga. Ce projet devrait voir le jour dans une zone située aux confins de trois districts du département de Cajamarca : Celin, Cajamarca et Hualgayoc. Le début de la production minière était prévu pour la fin de l'année 2014, pour une « durée de vie utile » de près de vingt ans. Pour la mise en œuvre de cette politique, les entreprises industrielles qui s'y sont investies envisagent d'assécher quatre lacs de montagne présents sur le site, et de les remplacer par des réservoirs. Or, ceux-ci se trouvent à la tête d'un bassin versant qui approvisionne en eau les départements voisins, en irriguant trois fleuves locaux. Mais encore, ce territoire de montagnes, région la plus pauvre du pays, est ainsi traité comme une réserve marchande, sans reliefs et sans liens entre les habitants autre que celui de vendre ou de se vendre, au gré de la loi de la *valeur*.

1 Terres agricoles, surtout au nord (où se situe le département de Cajamarca), où le climat est moins sec.

Le développement de l'activité minière dans la Cordillère des Andes

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'activité minière s'est développée de manière spectaculaire dans les Andes péruviennes, que ce soit dans la région d'Espinar, au sud ou dans celle d'Islay. À titre d'exemple, en 2011, les concessions, appartenant pour la plupart à des multinationales, occupaient un cinquième du territoire national², et représentaient plus de 60 % des exportations du pays ! Depuis

près de vingt ans, ces projets industriels d'ampleur suscitent une résistance plus ou moins vive et massive selon les enjeux. En ce qui concerne le projet Conga, les gisements ont été découverts en 1990, mais c'est en 2001 que Minera Yanacocha S.A.³, déjà impliquée dans d'autres conflits sociaux, décide de les explorer. Les travaux du plus grand investissement minier du Pérou (4800 millions de dollars) débutent en 2004, tandis que l'avis « d'expertise » qualifiée d'Étude d'Impact Environnemental (EIE) donne son accord à l'exploitation du projet en 2010.

2 La zone des concessions minières accapare près de la moitié du territoire des communautés de la *sierra*.

3 Détenue à 51% par la compagnie US Newmont Mining, à 44% par le groupe péruvien Buenaventura et à 5% par la Banque Mondiale.

Les organisations communautaires face aux pouvoirs, de l'Empire inca à l'administration coloniale

Depuis l'époque de la colonisation espagnole, à partir de 1542, jusqu'à nos jours, en passant par l'indépendance « bolivarienne » en 1824, l'institution de la propriété privée a participé à la destruction de la vie sociale communautaire des populations indiennes rurales, organisée autour des *ayllus*. Un *ayllu* peut être entendu à la fois comme la famille élargie et comme le territoire possédé en commun par un foyer d'habitants. Cependant, il ne serait pas judicieux d'amalgamer cette notion à celle de terroir, dans la mesure où d'une part les terres cultivées par les communautés ne forment pas un territoire délimité et continu, et d'autre part ceux qui cultivent les champs ne sont pas forcément des mêmes *ayllus* que ceux qui contrôlent ces terres. L'autorité coloniale avait aménagé le territoire conquis, à l'image de la métropole, en regroupant les populations indigènes éparses dans des villages centralisés, les *reducciones*. Alors que sous le statut de l'*ayllu*, une partie des lopins de terres était indivisible et de ce fait cultivée en commun, selon les règles de la *minka*. Il s'agit ainsi de donner du temps et de l'énergie dans le but de distribuer nourriture et artisanat lors des banquets cérémoniels des fêtes villageoises, ou d'en offrir aux pauvres. Le temps paysan, en général, s'écoule lentement et privilégie le collectif plutôt que l'individuel, la subsistance plutôt que le bénéfice privé et l'usage de la coutume plutôt que les règles marchandes. Or, cette possession d'ordre communautaire de terres indivisibles n'était pas sans entraîner des conflits, à propos des droits d'eau et des droits d'usage en

Dès les premiers mois qui suivent l'annonce du lancement du projet, en juillet 2011, de toutes parts s'expriment les refus, tant par rapport au fond qu'à la forme, de l'exploitation minière. Les habitants de la région gardent en mémoire un épisode datant de plus de dix ans quand un camion de l'entreprise Newmont Mining a répandu 150 kg de mercure qui ont empoisonné plus d'un millier de personnes employées pour décontaminer la zone en question. D'autre part, une vingtaine d'années auparavant, les paysans de ces départements furent contraints de céder leurs terres, qui jouxtaient une zone que déjà Yanacocha S.A. voulait soumettre à déflagration.

La détermination des habitants et la répression du mouvement contre Conga

À l'automne 2011, le président de tendance chaviste Ollanta Humalla, élu après une campagne « indigéniste », promulgue une loi qui rendrait obligatoire l'approbation par les communautés locales de l'implantation d'une nouvelle mine. Mais, dans le but de légitimer sa politique extractiviste auprès des habitants de la région, il lance le slogan: « Oui à l'eau et oui à l'or ». Toujours est-il que manifestations, grèves et blocus se multiplient contre le projet Conga à partir de novembre de la même année. Par ailleurs, l'ironie de

particulier. En principe, elle devait assurer à chaque famille l'usage agraire d'une surface qui contienne la quantité et qualité de terre dont un paysan a besoin pour nourrir son *ayllu*. Depuis l'Empire inca, vers le XV^e siècle, les élites (prêtres, fonctionnaires, caciques indigènes) possédaient des terres dans les communautés rurales, lesquelles pour autant ne constituaient pas une propriété. Et pour accroître leur pouvoir par rapport à l'État, ces élites en vinrent donc à généraliser un autre système, en faisant cultiver ces terrains non par des *mitamis*¹ mais par des « indiens de service », les *yanaconas*. Ceux-ci, corvéables à vie (et de façon héréditaire), ne dépendent plus dès lors des communautés, mais uniquement de leurs maîtres ; préparant ainsi la société andine à l'avènement du capitalisme. On vit les autorités coloniales se muer en entrepreneurs en menant une politique extractiviste, cherchant au moindre coût et au taux de rentabilité le plus élevé, à exploiter les produits rares et chers tels les épices, et surtout les métaux précieux tels l'or, l'argent, le cuivre. Et pour parvenir à leurs fins, ils réinterprétèrent à leur profit la *mita* ; là où les rapports de réciprocité andins obligeaient les élites à « assister » les corvéables, la vice-royauté du Pérou institua un servage de façon industrielle dans les mines, avant de le développer dans les *haciendas*. Par ce biais, ils envoyèrent des centaines de milliers d'autochtones vers les mines, autour desquelles ils aménagèrent l'espace en l'urbanisant. L'exemple le plus représentatif de cette politique est la ville de Potosi, en Bolivie.

1 Membres des équipes de corvées communautaires. La *mita* est établie sur le système de la *minka* et relèvent plus ou moins d'une certaine réciprocité.

l'histoire fait que ce fut à Cajamarca que les conquistadors infligèrent à la population indigène un impôt particulièrement démesuré, plus connu sous le nom de « la chambre de la rançon ». Il s'agissait de satisfaire les autorités coloniales en remplissant d'or l'énorme chambre où était tenu en captivité le dernier empereur Inca qui sera d'ailleurs mis à mort sitôt que le tribut fût payé. Ce signe de cupidité sans vergogne est sans doute associé dans l'imaginaire à ce que contient le projet minier. Bref, lors des massives actions de contestation, près du lac Cortada (concerné par les travaux), des affrontements avec la police firent plus de 20 blessés parmi les manifestants, à coup de balles de caoutchouc pour la plupart. En représailles, le soir même, les locaux de Minas Conga étaient incendiés dans la ville de Celendin. Face à la poursuite du mouvement, début décembre, le pouvoir déclare l'état d'urgence dans les trois

départements concernés. Cette mesure autorise, pendant deux mois, militaires et policiers à réprimer comme bon leur semble les mouvements de population ainsi que toute contestation. Mais, ces gesticulations martiales n'entament pas la vague d'occupations de terres autour des lacs en question, de construction d'abris pour les paysans qui occupent, de barages de routes et sabotages d'engins de Yanacocha, etc. Puis, en février 2012, une coalition large d'organisations de lutte de la province lance la « Marche nationale pour l'eau » qui parcourt les 870 km entre Cajamara et la capitale Lima, regroupant 15000 personnes.

La tentative de diversion par l'expertise

Trois mois plus tard, la politique de diversion tentée par l'État consiste à déplacer le débat sur des questions d'« exper-

Autodéfense face à l'État moderne

Aujourd'hui dans ces zones montagneuses, la vie sociale est organisée autour des rondes paysannes, qui font office de gardiens des lacs. Ces formes hybrides d'auto-défense communautaire adaptent à leur manière l'expérience des *ayllus* dans le but de réguler les conflits internes (violences faites aux femmes, pensions alimentaires non versées, querelles de voisinage, problèmes d'héritage, limites des unités agricoles, etc.) et les dangers extérieurs (armée, paramilitaires, Sentier Lumineux, narcotrafiquants, etc.). Au départ, les personnes qui composaient ces rondes étaient principalement masculines, et les femmes restaient plutôt dans des tâches d'ordre logistique ou alimentaire. Or, pendant la lutte, elles se sont souvent retrouvées au cœur du mouvement que ce soit dans le ravitaillement des manifestants ou dans le face-à-face avec les forces de l'ordre. Et si les rondes avaient atteint une « respectabilité » à la fin des années 1980, cela en a aussi fait une de leurs limites : d'abord quand l'État commence à statuer sur leurs compétences propres, depuis 1986 ; et surtout en imposant une loi qui régit leurs activités, en 2003. En se reconstituant contre les projets miniers, les rondes paysannes dépassent alors le cadre limité de la « justice communautaire ».

tise scientifique », à travers l'EIE, quant au bien fondé du projet d'exploitation de la mine Conga. Réponse des populations en lutte : une grève générale lancée à partir du 31 mai qui durera deux semaines, suivies de manifestations offensives dans la ville de Cajamarca, jusqu'à ce que des affrontements avec la police fassent cinq morts chez les protestataires à Celendin. L'état d'urgence est à nouveau décrété le 3 juillet, et encore une fois des milliers de gens manifestent à Bambamarca et Celendin, forçant les militaires à observer ce flot humain sans pouvoir l'empêcher. Les jours suivants, il en est de même. Face à cette résistance, l'État annonce une suspension du projet pour une période de deux ans. Cependant, Yanacocha S.A. réussit à diviser la population en achetant ses faveurs à plusieurs communautés. Il s'avère intéressant de noter que si les habitants des districts de Hualgayoc-Bambamarca d'un côté, et de Celendin

de l'autre, entretenaient des rivalités dues aux questions de limites territoriales fixées par l'État ; ces derniers sont dorénavant les principaux alliés dans la lutte contre Yanacocha. D'autre part, ce furent les bastions rebelles les plus intransigeants tant à l'égard de la mine qu'à l'égard de la tactique électoraliste et opportuniste de certains « opposants ». Un autre aspect de la lutte réside dans la réponse des opposants à la tentative de la part des autorités de contourner les résistances par l'établissement de l'EIE, du mois de février à avril 2012. De fait, ceux et celles qui connaissaient la zone d'impact du projet Conga n'ont eu aucun besoin d'une enquête statistique sur l'impact que la mine exercerait sur leur vie quotidienne future, en dénombrant les ruisseaux taris, les sédiments calcaires et métalliques, les maladies de bétail ainsi que la mort de poissons suite aux perforations contiguës





« D'interminables caravanes de lamas transportent l'argent que le coteau de Potosi, en son hémorragie, répand par toutes ces bouches [...] les lingots se déversent en Europe pour y financer la guerre, la paix et le progrès. Tout est hors de prix dans cette ville. Seules les feuilles de coca se vendent à bon marché. Les Indiens du Pérou arrachés de force à leur communauté passent les dimanches dans les enclos à danser autour des tambours. Le lundi, dès l'aube, ils sont poussés vers les coteaux où ils s'enfoncent et, mâchonnant la coca, poursuivent à coup de pioches les filons d'argent, serpents qui se montrent et replongent dans les tripes de ce ventre immense, sans lumière, sans air. C'est dans ce ventre que travaillent toute la semaine des Indiens, prisonniers, respirant une poussière qui tue les poumons en triturant cette coca qui trompe la faim et masque l'épuisement, sans voir la nuit tomber ni le jour se lever, attendant la cloche qui, au soir du samedi, les libèrera. »

Eduardo Galeano, *La huitième merveille du monde*. 1600, Potosi », p.192-193, *Mémoires de feu*, Lux Éditeur, 2013.

aux points d'eau⁴. Peut-être se rendent-ils aussi compte que l'expertise, derrière une apparente neutralité, consiste essentiellement à réduire l'objet de son diagnostic à un système régulé par des flux et des réseaux. Parallèlement, même si les discours des protestataires ne relèvent pas des constructions sociales binaires historiquement représentatives des hiérarchies de pouvoir : primitif/moderne, irrationnel/mesuré, zones rurales/villes⁵, etc. ; ils rejettent la posture techniciste mise en avant par les politiques de développement industriel. Depuis le début, le discours des experts est organisé autour du fait que la qualité de l'eau serait conforme aux standards de la loi nationale... mais pas au bien-être des milliers de truites d'élevage, relèvent les habitants ! Et quand les « contrôles réguliers » des institutions ne montrent pas d'impact négatif sur les « zones humides d'altitude », les mêmes habitants répondaient par leur savoir local : disparition des grenouilles et d'autres formes de vies aquatiques, changement de la couleur de l'eau jusqu'à sa turbidité, etc. Il n'existe aucune neutralité dans ces dispositifs de gestion technique, surtout quand cette expertise suppose une vision cloisonnée de l'hydrologie et donc invalide le savoir local qui conçoit cette dernière comme un système de réciprocité : un lac reçoit l'eau des pluies et donne l'eau aux sources. Cela se réalise ainsi à l'encontre d'une intervention artificielle destinée à reformater l'environnement

immédiat au profit de quelque industrie ou administration que ce soit.

Le mouvement se méfie des partis et des ONG

Le dernier point important de cette lutte est son attitude à l'égard des stratégies politiciennes ou opportunistes menées par certains « acteurs » du combat contre le projet Conga. Ainsi, par exemple, il existe un parti de tendance maoïste, le MAS, qui qualifie d'anarchistes, infantiles ou même « pro mine » tous ceux qui pointent la corruption au sein de ce parti⁶ ; tandis que le parti Terre et Liberté, qui fait parti de la coalition de gauche « citoyenne », le Frente Amplio, a des arrière-pensées en ce qui concerne l'élection présidentielle de 2016 au Pérou. Mais surtout, il y a le gouverneur régional, dirigeant du MAS, dont l'activité se réduisait à un refus de façade à l'encontre du projet minier ; des faits de collaboration de sa part avec Newmont Mining étant même avérés. Celui-ci s'est par la suite retrouvé derrière les barreaux, poursuivi pour détournement de fonds. Une fraction du mouvement s'est mobilisée pour appeler à la solidarité envers ce dirigeant, au prétexte qu'il représente, comme figure institutionnelle, la résistance aux politiques extractivistes. Il y a également le cas du maire de Celendin, lequel pendant sa campagne électorale sous les couleurs du MAS, et soutenu par la gauche citoyenne, se vente d'être « un défenseur de l'eau »,

4 Selon l'expertise, la disparition des « zones humides d'altitude » n'affecterait pas beaucoup la population car elles ne constituent pas en soi des sources d'eau !

5 Même si les franges de la population les plus en pointe et les plus nombreux dans la lutte viennent surtout des zones rurales.

6 Plusieurs maires du MAS sont accusés de collaborer avec la mine, dont celui de Bambamarca qui loue ses camions à Gold Fields, une entreprise qui extrait de l'or à ciel ouvert à Hualgayoc ; et fait construire le marché municipal de sa ville avec l'argent de la mine.

qui vers la fin de l'année 2015 est devenu membre du gouvernement. Pas étonnant, pourraient dire certains, que celui-ci déclare ensuite « *ne plus manifester pour l'eau* » puisqu'il soutenait auparavant des méga-projets de barrage sur le grand fleuve de la région, le Marañon. Nous pouvons aussi parler des ONG dites environnementalistes, tel Grufides, mises en avant de façon élogieuse par le discours médiatique de "soutien" à la lutte contre le projet minier, et particulièrement en Occident. Cette ONG, outre son « *plan de contrôle participatif* », a fait état de « *conversations avec la mine et tous les acteurs pour le développement durable de la région...des points de vue techniques encore à analyser...et que la mine n'a pas encore satisfait les demandes sociales...et qu'il faut*

écouter la population... pour voir si plus tard des projets comme celui-ci seront possibles ». Après tant d'oxymores, ce qui est certain c'est que, détournement ou pollution par l'exploitation minière ou pétrolière, ou encore captage ou retrait des lieux d'agriculture villageoise et communautaire au profit de l'agro-industrie, tous ces moyens d'exploitation de l'eau forment une seule et même politique. Les ressources en eau constituent le coeur de la lutte pour la vie que mènent les gardiens et gardiennes de la lagune, face à une guerre contre l'usage communautaire des sources et autres réservoirs de ce qui constitue bien plus qu'un "bien commun" : un esprit, sans marchand ni client.

Sancho Panza